



Déclaration liminaire – CSA Formation Spécialisée

22 septembre 2023

Madame la présidente,

Comme vous le savez la CGT FINANCES PUBLIQUES a toujours dénoncé la Loi de transformation de la Fonction Publique.

Il y a déjà plusieurs années nous y voyions des risques pour le dialogue social du fait de la suppression de CAP locales et de la mise en place de nouvelles instances.

Nous craignons pour les agents, leurs missions, leurs conditions de travail et leur avenir tant professionnel que personnel. Nous craignons pour leur santé tant la DGFIP semble parfois favoriser le stress.

Aujourd'hui, nous espérons que le CSA dans sa formation spécialisée saura entendre nos préoccupations.

En effet, le cadre d'objectifs et de moyens s'étirant jusqu'en 2027 ne nous permet pas de nous réjouir et malheureusement nous avons le sentiment que chaque objectif aura des conséquences néfastes que nous retrouveront dans les DUERP et les CSA.

Nous en retenons :

- que l'axe stratégique premier est l'utilisation massive de l'intelligence artificielle,
- que la déshumanisation du travail est enclenchée avec la perte des bureaux personnels du fait du développement des flex-office et du coworking,
- que la surveillance massive est encouragée afin de juger la performance de l'accueil,
- que les SIP et donc leurs agents vont subir une énième réforme,
- que la RGP continue sur sa lancée anxiogène,
- que l'accroissement des affectations au choix pour tous les grades devient la norme,

alors que dans le même temps, le contrôle fiscal ne fait qu'accompagner les entreprises et les fraudeurs donc loin de son rôle initial, et que la qualité des comptes locaux n'a plus vraiment d'importance suite au déploiement de Hélios 2.

La DGFIP crée le mal-être par sa feuille de route qui en plus supprimera 3000 emplois.

Nous ne ressentons pas la réelle bienveillance qui devrait être de mise envers les agents, déjà bien malmenés ces dernières années à coup de NRP, transferts ou suppressions de missions essentielles et enfin charges de travail accrues du fait d'une DGFIP non connectée à la réalité du terrain, GMBI en est le dernier exemple.

Sur les quelques dernières semaines, les signaux envoyés aux agents sont plus que décourageants :

- **on encourage les agents à passer des concours, mais** RH n'a aucun problème à fixer les dates de concours IDIV et IP la même semaine, obligeant chaque agent qui souhaite participer aux deux sélections à faire des démarches auprès de l'ENFIP et des délégations afin d'être certain de ne pas être convoqué à deux épreuves le même jour. Pourquoi faciliter le passage des épreuves, certaines ayant lieu à des centaines de kilomètres des domiciles des agents ?

- **on fait la promotion de Passerelle** et ses nombreuses offres d'emploi ! **Mais** ces dernières sont introuvables : on y trouve des offres déjà pourvues, on ne peut pas affiner sa recherche par ville (ce qui pour l'Île de France est un réel problème vu le nombre d'offres), il est impossible de retrouver les offres émises directement pas la DG. Certains services comme les SI s'étonnent d'avoir peu de candidatures. Pourquoi aider à la mobilité quand on peut la rendre plus difficile ?

- **on pousse les agents à accompagner les usagers** dans toutes leurs démarches. **Mais** lors de la journée des nouveaux agents le 12 septembre, lorsque le DG évoque GMBI, qu'un brouhaha s'installe dans la salle, ce dernier répond « Oui cela a fortement occupé GF et le cab DG ces dernières semaines ». **Mais** pas un mot pour tous les autres : Les collègues des SIP sont toujours submergés d'appels et de contentieux. Et pas un mot pour les usagers eux-mêmes, gagnés par le stress et l'anxiété, craignant des sanctions car la date butoir de déclaration serait dépassée.

Notre DG estimerait nécessaire de faire intervenir des sociologues pour analyser la situation.

Cette analyse « sociologique » du fiasco prévisible avait été émise bien en amont par les collègues des services et par les syndicats. Cette situation est consternante tant pour l'image de la DGFIP qui méconnaît une nouvelle fois la réalité en imposant le tout numérique, que pour les collègues qui subissent encore et doivent travailler avec des outils qui ne sont pas au point (données d'occupation et descriptifs des immeubles erronés, impossibilité de gérer les grands propriétaires au point qu'une task force GMBI soit mobilisée pendant deux semaines à Bercy en septembre afin que des agents les contactent individuellement et complètent tout à la main).

- **on nous indique en janvier 2023 en CSA que les nouveaux agents soumis à une période probatoire seraient accompagnés et informés.** **Mais** les nouveaux agents que nous avons interrogés nous indiquent ne pas avoir reçu la moindre information à ce sujet. Et rien n'a été évoqués lors de la réunion des nouveaux agents.

- lors de cette réunion, Madame Séguy, cheffe de service RH a **"vanté" tous les services attractifs de Bercy** (culturels, sportifs...) encourageant les agents à y participer alors que, dans les minutes précédentes, elle avait évoqué les **recrutements importants d'informaticiens, qui pour la plupart ne sont pas à Bercy !** En effet les sites de Nantes, Montreuil, Noisy et Noisiel où ils sont affectés ne bénéficient pas de ces services merveilleux qui contribuent à l'épanouissement personnel des agents.

- **on encourage les agents à parler**, s'exprimer librement notamment grâce au DUERP. **Mais** s'il était un véritable outil de compréhension du travail et de prévention des risques professionnels, les agents en seraient les véritables rédacteurs et ce chaque année. Il n'y aurait pas une relecture par leur hiérarchie. Les réunions DUERP seraient formalisées et identiques partout, et non organisées au bon vouloir du chef de bureau, en audio, visio ou présentiel, sur une heure ou une demi-journée.

- Enfin **on nous promet des primes en fonction des salaires ou au mérite**. **Mais** essayer d'acheter le silence par quelques euros ne changera rien.

Pour finir, la CGT FINANCES PUBLIQUES vous offre généreusement une analyse sociologique anticipative des résultats du prochain observatoire interne : Le stress des agents aura augmenté du fait de facteurs favorisés par les orientations de la DGFIP.

En effet, nous ne doutons pas que les agents les jugeront avec sévérité.

Nous vous remercions.